

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1993-1994

2 JUIN 1994

Projet de loi relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale

**RAPPORT
FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DE L'INTERIEUR
PAR M. PINOIE**

Le ministre de l'Intérieur renvoie aux documents de la Chambre des représentants, d'où il ressort que la proposition de loi initiale a été amendée dans une mesure assez importante.

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. Pede, président, Cannaerts, Daras, de Donnée, De Loor, Flagothier, Gevenois, Guillaume, Mme Lieten-Croes, MM. Mouton, Quintelier, Scharff, Suykerbuyk, Tavernier, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vancrombruggen, Vandenhaute, Van Hooland, Wierinckx et Pinoie, rapporteur.
2. Membres suppléants : MM. Coenraets, Leroy et Mme Verhoeven.
3. Autres sénateurs : MM. Désir, Desmedt, Dierickx et Goovaerts.

R. A 16606

Voir :

Document du Sénat :

1092-1 (1993-1994) : Projet transmis par la Chambre des représentants

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1993-1994

2 JUNI 1994

Ontwerp van wet betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn

**VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER PINOIE**

De minister van Binnenlandse Aangelegenheden verwijst naar de gedrukte stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers, waaruit blijkt dat het oorspronkelijk voorstel van wet in vrij belangrijke mate werd geamendeerd.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Pede, voorzitter, Cannaerts, Daras, de Donnée, De Loor, Flagothier, Gevenois, Guillaume, mevr. Lieten-Croes, de heren Mouton, Quintelier, Scharff, Suykerbuyk, Tavernier, mevr. Tyberghien-Vandenbussche, de heren Vancrombruggen, Vandenhaute, Van Hooland, Wierinckx en Pinoie, rapporteur.
2. Plaatsvervangers : de heren Coenraets, Leroy en mevr. Verhoeven.
3. Andere senatoren : de heren Désir, Desmedt, Dierickx en Goovaerts.

R. A 16606

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

1092-1 (1993-1994) : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Une première série d'amendements adoptés par la Chambre visaient à réparer un oubli, en ce sens que, les conseils de l'aide sociale d'un nombre restreint de communes étant élus directement, il convenait de prévoir des règles quant à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour ces élections.

D'autres amendements visaient à améliorer la rédaction de la proposition.

Enfin, la Chambre a adopté une troisième série d'amendements, qui avaient pour objet d'insérer dans le projet des dispositions visant à empêcher que l'on n'abuse de la réglementation en matière de limitation et de contrôle des dépenses électorales pour faire obstacle, à tort, à l'installation du conseil communal ou à la nomination du bourgmestre. Il s'agissait en particulier des amendements au chapitre IV (articles 25 à 33). En effet, l'on constate de plus en plus que d'aucuns épuisent les procédures, contre toute logique et même sans aucun fondement, dans le seul but de bloquer aussi longtemps que possible une nomination à laquelle rien ne s'oppose.

Un membre craint que le projet, à la portée duquel on peut certes souscrire, ne soit un bon exemple d'une surréglementation qui aura un effet inverse. Ainsi, si l'on ne peut qu'applaudir l'interdiction d'utiliser des panneaux publicitaires commerciaux ou des affiches dépassant 4 m², l'intervenant estime néanmoins que si l'on avait véritablement voulu limiter le nombre des panneaux, il aurait mieux valu restreindre également l'utilisation des petits panneaux non commerciaux.

L'intervenant redoute en effet que les mesures proposées ne soient à l'origine d'une prolifération de tels panneaux et affiches. Bien entendu, il convient de préserver la liberté d'expression.

Pour ce qui est des montants autorisés, l'intervenant regrette que le projet en arrive à des comptes d'apothicaire. Un système purement dégressif eût été plus conforme à la réalité.

Un autre défaut, selon l'intervenant, est que le projet ne prévoit de sanctions que lorsque les règles ont été sciemment transgressées. En d'autres termes, on établit une responsabilité subjective et la charge de la preuve incombera donc au parquet, ce qui, étant donné la matière, ne sera pas chose facile.

Le membre estime également que, si on les confronte, les articles 7, § 1^{er}, et 11 violent le principe d'égalité entre les partis politiques, d'une part, et les listes qui participent à l'élection sous une autre dénomination que celle d'un parti politique, d'autre part.

De amendementen die werden aangenomen strekten enerzijds tot het herstellen van een vergetelheid, in die zin dat in een beperkt aantal gemeenten de raden voor maatschappelijk welzijn rechtstreeks worden verkozen. Er dient dus ook in een regeling te worden voorzien voor de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor die verkiezingen.

Andere amendementen strekten tot een verbetering van de redactie van het voorstel.

Een derde reeks amendementen tenslotte die werden aangenomen, meer bepaald de amendementen op hoofdstuk IV (artikelen 25 tot 33) had tot doel bepalingen in het ontwerp in te voegen om te beletten dat de regeling betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven zou worden misbruikt om onterecht obstructie te voeren tegen de installatie van de gemeenteraad of de benoeming van de burgemeester. Men stelt immers meer en meer vast dat sommigen tegen beter weten in en zelfs zonder enige grond de procedures tot het uiterste doorlopen met de enige bedoeling een benoeming waartegen niets kan worden ingebracht zo lang mogelijk te blokkeren.

Een lid vreest dat het ontwerp, waarvan men de strekking kan bijtreden, een goed voorbeeld is van een overregulering die een averechts effect zal hebben. Zo kan het verbod van het gebruik van commerciële reclameborden of affiches groter dan 4 m² enkel worden toegejuicht, aldus het lid, maar als men het aantal borden en panelen echt had willen beperken, dan was het zijns inziens beter geweest ook het gebruik van kleine niet commerciële borden aan banden te leggen.

Het lid vreest immers dat de voorgestelde regeling zal leiden tot een proliferatie van dergelijke borden en affiches. Uiteraard dient wel de vrije meningsuiting te worden vrijwaard.

Wat de bedragen betreft die nog mogen worden besteed betreurt het lid dat het ontwerp verglijdt tot het niveau van apothekersrekeningen. Een zuiver degressieve regeling zou beter hebben beantwoord aan de werkelijkheid.

Een ander bezwaar, aldus het lid, is dat het ontwerp enkel voorziet in sancties wanneer de regels wetens en willens worden overtreden. Er wordt met andere woorden een subjectieve aansprakelijkheid ingevoerd, waarbij de bewijslast dus bij het parket berust, wat, gelet op de materie geen eenvoudige opdracht zal zijn.

Het lid is tevens van oordeel dat de artikelen 7, § 1 en 11, wanneer ze samen worden gelezen, het gelijkheidsbeginsel schenden tussen de politieke partijen enerzijds en de lijsten die aan de verkiezing deelnemen onder een andere benaming dan die van een politieke

En effet, en cas d'infraction, les premiers s'exposent à des sanctions, qui ne peuvent être infligées aux seconds.

L'intervenant constate en outre que, selon l'article 12, § 5, du projet, dans certains cas, le procureur du Roi peut demander à un candidat déterminé des informations concernant l'origine des fonds ayant servi au financement de sa campagne de propagande électorale. Il n'en va pas de même pour les élections législatives ni pour les élections des Conseils. On introduit donc une distinction entre ceux qui font de la politique au niveau local et au niveau fédéral, distinction dont on n'aperçoit pas la justification; au contraire. En effet, on peut considérer que les dépassements éventuels des maximums seront nettement moindres au niveau local. L'intervenant se demande par conséquent pourquoi l'on n'a pas prévu la même règle pour les élections autres que les élections communales et provinciales.

Dans le même ordre d'idées, l'intervenant observe encore que le projet prévoit du reste une sanction qui ne s'applique pas aux autres élections, à savoir la déchéance de son mandat pour le candidat élu. Sur d'autres plans aussi, on constate toutes sortes de petites différences dans la législation selon la nature des élections.

En conclusion, l'intervenant remarque qu'en ce qui concerne le rôle de la commission de contrôle en tant que juridiction administrative, le Conseil d'Etat n'a pas précisé dans son avis que la procédure devant cette commission devait être réglée par la voie légale. Selon l'intervenant, il convient toutefois de se référer à l'avis émis par le Conseil d'Etat à l'occasion de la modification de la loi du 4 juillet 1989 par la loi du 18 juin 1993.

A l'époque, le conseil déclarait ceci: « Bien que la commission ait pu être considérée comme n'ayant pas la nature d'une juridiction, il reste que l'exercice par elle du pouvoir que lui attribue la disposition proposée est susceptible d'avoir des effets préjudiciables à l'intéressé et à son parti.

Encore que le Conseil d'Etat n'ait pas disposé du temps nécessaire pour approfondir cette question, il lui paraît souhaitable, afin d'assurer la sécurité juridique, que ce soit non la commission, mais la loi qui règle à tout le moins les éléments essentiels de ladite procédure. »

Le membre rappelle qu'à l'occasion d'une discussion précédente, certains membres ont jugé souhaitable que la commission de contrôle rédige un vademecum à l'intention des candidats aux élections.

partij anderzijds. De eersten staan in geval van overtreding immers bloot aan sancties die niet kunnen worden opgelegd aan de tweeden.

Het lid merkt bovendien op dat artikel 12, § 5 van het ontwerp bepaalt dat de procureur des Konings in een aantal gevallen aan individuele kandidaten uitleg kan vragen over de herkomst van de gelden die voor de financiering van hun verkiezingscampagne worden aangewend. Iets dergelijks geldt niet voor de parlementsverkiezingen noch voor de verkiezingen van de raden. Er wordt aldus een onderscheid ingevoerd tussen wie aan politiek doet op het plaatselijke niveau en wie aan politiek doet op het federale niveau, onderscheid waarvoor men de verantwoording niet ziet, integendeel. Men kan er immers van uitgaan dat de eventuele overschrijdingen van de maxima veel kleiner zullen zijn op het plaatselijke niveau. Het lid vraagt zich bijgevolg af waarom dezelfde regel niet werd ingevoerd voor de andere verkiezingen dan de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen.

In dezelfde zin merkt het lid nog op dat het ontwerp trouwens ook voorziet in een sanctie die niet geldt voor de andere verkiezingen, namelijk het vervallen verklaren van een verkozen kandidaat van zijn mandaat. Ook op andere vlakken stelt men allerlei kleine verschillen vast in de wetgeving naargelang van de aard van de verkiezingen, aldus nog het lid.

Tot slot van zijn tussenkomst merkt het lid op dat wat de rol betreft van de controlecommissie als administratief rechtscollege, de Raad van State en zijn advies nergens stelt dat de procedure voor deze commissie bij wet moet worden geregeld. Er moet echter, aldus het lid, worden verwezen naar het advies dat de Raad uitbracht naar aanleiding van de wijziging van de wet van 4 juli 1989 door de wet van 18 juni 1993.

De Raad stelde toen dat « ook al zou de commissie beschouwd kunnen worden als een instelling die niet de aard van rechtscollege heeft, dat neemt niet weg dat wanneer zij de bevoegdheid die haar door de voorgestelde bepaling wordt verleend uitoefent, dit nadelige gevolgen voor de betrokkene en zijn partij kan hebben.

Ofschoon de Raad van State niet over de nodige tijd beschikt om deze vraag uit te diepen, lijkt het hem om de rechtszekerheid te waarborgen wenselijk dat niet de commissie maar de wet tenminste de fundamentele bestanddelen van de genoemde procedure regelt ».

Het lid herinnert eraan dat een aantal leden ter gelegenheid van een vorige bespreking van oordeel was dat het wenselijk zou zijn dat de controlecommissie een vademecum zou opstellen ten behoeve van de kandidaten bij verkiezingen.

L'idée n'est certes pas mauvaise, mais si la commission de contrôle donne une interprétation de la loi, elle ne pourra plus être appelée ultérieurement à intervenir en tant que juge, pour trancher des cas concrets ou des contestations dans le cadre de l'application de la loi.

Le ministre déclare que, bien que regrettant l'impossibilité d'arriver à un accord global avec tous les partis politiques, il croit pouvoir constater qu'il y a peu de contestation quant à l'opportunité de réglementer les dépenses électorales.

Bien entendu, certaines des techniques appliquées à cet effet ne sont sans doute pas sans faille et il est à craindre que, comme la plupart des lois, celle en projet ne soit jamais entièrement respectée et que l'on voie quand même apparaître ici et là des panneaux publicitaires illicites.

Selon le ministre, cela n'empêche toutefois pas que la simple annonce qu'une loi était en préparation — en combinaison avec d'autres éléments, il est vrai — a eu des effets visibles sur les campagnes électorales actuelles, de la même manière d'ailleurs que l'on a pu constater que le code d'honneur adopté à l'époque des élections européennes précédentes a produit des résultats notables, surtout en Flandre. Il en a d'ailleurs été de même pour la réglementation de 1991, qui était pourtant fragmentaire.

Aussi le ministre estime-t-il que le reproche d'une surréglementation est injustifié. En tout cas, il est persuadé que le problème des dépenses excessives engagées pour la propagande électorale ne se serait pas résolu de lui-même.

En ce qui concerne l'observation de l'intervenant selon laquelle il faut démontrer que les infractions ont été commises sciemment, le ministre remarque qu'il ne serait pas normal qu'une personne soit sanctionnée pour des choses qui auraient eu lieu à son insu ou même à l'encontre de ses instructions formelles, surtout si l'on tient compte de la nature des sanctions éventuelles. Il faut, au contraire, pouvoir sanctionner cette personne si le tiers agissait à son instigation.

Pour ce qui est du reproche selon lequel le projet de loi instaurerait une discrimination entre les partis disposant d'un numéro de liste national et les autres partis ou listes, reproche également formulé par le Conseil d'Etat, le ministre remarque tout d'abord que l'article 11, auquel l'intervenant a fait référence, concerne les campagnes que les partis politiques — et eux seuls — peuvent mener au niveau fédéral dans le but de soutenir les campagnes locales de leurs listes, et qu'il n'est pas anormal dans ce cas de les sanctionner s'ils dépassent les bornes. Les autres listes ne reçoivent d'ailleurs pas de dotation. Si, de façon plus générale, l'on s'engage dans la voie que le Conseil d'Etat semble préconiser dans son avis, l'on sera confronté, toujours

Het idee is zeker niet slecht, maar als de controle-commissie op die wijze een interpretatie geeft van de wet kan zij nadien niet meer geroepen zijn om als rechter concrete gevallen of betwistingen te beslechten in het kader van de toepassing van de wet.

De minister verklaart dat alhoewel hij betuigt dat het niet mogelijk gebleken is een globaal akkoord te bereiken met alle politieke partijen, hij toch meent te kunnen voorstellen dat er weinig betwisting bestaat over de opportuniteit van een regeling van de verkiezingsuitgaven.

Natuurlijk zijn sommige van de technieken die daartoe worden aangewend allicht niet waterdicht, en zal deze wet, zoals de meeste wetten, nooit volledig worden nageleefd en zullen er hier of daar toch nog ongeoorloofde reclameborden verschijnen.

Dat neemt nochtans niet weg, aldus de minister, dat niet kan worden ontkend dat alleen al de aankondiging dat een wet op komst was allicht — weliswaar samen met andere elementen — al merkbare effecten heeft gehad op de huidige verkiezingscampagnes, net zoals men destijds kon voorstellen dat de erecode die overeengekomen was ten tijde van de vorige Europese verkiezingen zeker aan Vlaamse kant merkbare resultaten opleverde. Hetzelfde geldt trouwens voor de nochtans fragmentaire regeling van 1991.

De minister is dan ook van oordeel dat het verwijt van overregulering onterecht is. In elk geval is hij ervan overtuigd dat het probleem van de overdreven uitgaven van verkiezingspropaganda zichzelf niet zou hebben geregeld.

Wat de opmerking van het lid betreft dat moet worden aangetoond dat de overtredingen wetens en willens gebeurden, merkt de minister op dat het niet normaal zou zijn dat iemand zou worden gesanctioneerd voor zaken die buiten zijn weten of zelfs tegen zijn uitdrukkelijke instructies in zouden gebeuren, zeker als men rekening houdt met de aard van de mogelijke sancties. Daarentegen moet hij wel kunnen worden gesanctioneerd als de derde op zijn aanspreken handelde.

Met betrekking tot het verwijt dat het ontwerp van wet een discriminatie zou inhouden tussen de partijen met een nationaal lijstnummer en andere partijen of lijsten, verwijt dat ook de Raad van State maakt, merkt de minister vooreerst op dat artikel 11 waarnaar het lid verwees slaat op campagnes die de politieke partijen — en alleen zij — op federaal niveau kunnen voeren om de lokale campagnes van hun lijsten te ondersteunen, en dat het dan ook niet abnormaal is dat men hen kan sanctioneren als zij daarbij hun boekje te buiten gaan. De andere lijsten ontvangen trouwens geen dotaties. Als men meer in het algemeen de weg inslaat die de Raad van State schijnt te huldigen in zijn advies, aldus nog de minister, dan is

d'après le ministre, à une infinité de traitements inégaux ou de prétendues discriminations: les uns obtiennent immédiatement un numéro de liste national, alors que les autres doivent d'abord rassembler un certain nombre de signatures; certains partis politiques peuvent faire protéger leur sigle alors que d'autres ne le peuvent pas; certains partis politiques reçoivent des subsides — et ce sur la base du résultat qu'ils ont obtenu lors des élections législatives — alors que d'autres listes ne reçoivent rien.

Le ministre ne semble pas trouver anormale l'existence de différences en matière de sanction, de période d'interdiction, etc. En effet, les élections ne se ressemblent pas, pas davantage quant à leur organisation. Les partis peuvent, par exemple, être sanctionnés dans leur dotation, en ce qui concerne les élections législatives ou européennes. Puisqu'il est impossible d'appliquer cette sanction aux listes locales pour les élections communales, il a bien fallu prévoir d'autres formes de sanction et rendre responsables la tête de liste et le candidat individuel.

On ne peut dissocier la sanction des autres différences pour ce qui est des instruments.

Enfin, le ministre pense qu'il est erroné de croire que la Commission de contrôle pourrait être en même temps juge et partie. Il estime que la seule instance à être en même temps juge et partie en matière électorale est le Parlement. On sait que les Chambres législatives jugent elles-mêmes de la régularité des élections et des pouvoirs de leurs membres. Ce procédé est cependant la règle plutôt que l'exception dans le cas des parlements.

Le préopinant remarque encore qu'il faut prendre les mesures nécessaires pour éviter que les membres du Gouvernement fédéral ou des Gouvernements régionaux ou communautaires fassent, au moyen de fonds publics, leur propre propagande sous le couvert de communications officielles.

Le ministre souligne qu'une proposition de loi a été déposée à la Chambre des représentants, visant à régler l'usage des communications gouvernementales. Il va de soi que toute cette matière est très sensible dans une période précédant de peu les élections.

DISCUSSION DES ARTICLES

Article premier

Cet article ne donne lieu à aucune remarque. Il est adopté par 13 voix contre 1.

Article 2

Un membre fait remarquer que, par suite de cet article, les petites listes qui se présentent dans un

het aantal ongelijke behandelingen of beweerde discriminaties eindeloos: de enen bekomen onmiddellijk een nationaal lijstnummer, de anderen moeten eerst een bepaald aantal handtekeningen vergaren, de politieke partijen kunnen hun letterwoord laten beschermen en de anderen niet, de politieke partijen ontvangen subsidies — en dan nog wel op basis van de bij de parlementsverkiezingen behaalde resultaten — de andere lijsten ontvangen niets.

Dat er verschillen zijn op het vlak van de sancties, van de sperperiodes, enz., lijkt de minister niet abnormaal. De ene verkiezing is immers de andere niet, ook niet qua organisatie. Voor de parlementsverkiezingen of de Europese verkiezingen kunnen de partijen bijvoorbeeld een sanctie oplopen op het niveau van hun dotatie. Vermits dat niet mogelijk is voor plaatselijke lijsten bij gemeenteraadsverkiezingen, diende men wel in andere vormen van sancties te voorzien en de lijsttrekker en de individuele kandidaat verantwoordelijk te stellen.

Men kan de sanctie niet los zien van de andere verschillen op het vlak van de instrumenten.

Wat ten slotte de opmerking betreft dat de controlecommissie terzeldertijd rechter en partij zou kunnen zijn denkt de minister dat het om een misvatting gaat. Hij is van oordeel dat er in verkiezingsaangelegenheden slechts één instantie is waarvoor dat geldt, namelijk het Parlement. De Wetgevende Kamers oordelen immers zelf over de regelmatigheid van de verkiezingen en van de geloofsbrieven van hun leden. Dat is voor de parlementen evenwel eerder de regel dan de uitzondering.

De vorige spreker merkt nog op dat men ook de nodige maatregelen moet treffen om te vermijden dat leden van de federale Regering of van Gewest- of Gemeenschapsregeringen met overheidsfondsen voor zichzelf reclame zouden maken onder het mom van officiële mededelingen.

De minister wijst erop dat in de Kamer van volksvertegenwoordigers een wetsvoorstel hangende is om het gebruik van regeringsmededelingen te regelen. Het spreekt uiteraard vanzelf dat dat in een periode vlak vóór de verkiezingen de hele materie erg gevoelig ligt.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen. Het wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Artikel 2

Een lid merkt op dat dit artikel kleine lijsten die wel in een aantal gemeenten opkomen maar geen natio-

certain nombre de communes, mais n'ont pas reçu de numéro national et de sigle protégé, ne peuvent collaborer et faire campagne ensemble. L'intervenant se dit méfiant à l'égard des réglementations qui figent le paysage politique.

Il regrette par conséquent que les amendements qui ont été déposés à cet article à la Chambre aient été rejetés. Il est exact, comme l'a dit le ministre, que certains traitements inégaux existent dans la législation électorale, mais ce n'est pas une raison pour en créer de nouveaux. L'intervenant craint qu'en fait, la réglementation proposée ne contribue à perpétuer la constellation politique existante en favorisant les partis établis. S'il n'y a pas d'autre solution, on ferait mieux, d'après lui, de supprimer l'article.

Un membre demande ce qu'il en est des dépenses faites pour une campagne électorale qui serait menée par un parti politique, par exemple, au niveau de l'arrondissement pour les élections communales ou provinciales, dans le but de soutenir les campagnes locales. Ces dépenses doivent-elles être réparties entre les listes locales ou imputées sur le montant qui peut être dépensé au niveau national ?

Le ministre déclare que ce problème n'a pas été évoqué à la Chambre des représentants. Il estime toutefois que les dépenses doivent être imputées au niveau national, car sans cela, la réglementation proposée présenterait une lacune grave. Selon un membre, c'est là d'ailleurs la seule possibilité si les élections communales et les élections provinciales ont lieu en même temps.

Le ministre renvoie d'autre part à la page 18 du rapport de la Chambre. Rien n'empêche un parti politique de soutenir aussi financièrement des listes locales ou même des candidats individuels. Mais les dépenses qui se font avec ces moyens doivent bel et bien être imputées sur les dépenses de la liste locale ou du candidat individuel. L'origine des fonds (le financement) et l'imputation des dépenses sont deux choses différentes.

Cela vaut, par exemple, également à l'échelon de l'arrondissement. Si l'arrondissement soutient un candidat déterminé, ces dépenses sont imputées au nom de celui-ci. Si, au contraire, l'arrondissement fait campagne pour tous les candidats ou toutes les listes de parti de l'arrondissement, les dépenses doivent, selon le ministre, être imputées au niveau national.

Il peut évidemment y avoir des cas limites. Qu'en est-il si l'on édite, au niveau de l'arrondissement, un prospectus où figurent toutes les têtes de liste ? S'agit-il alors d'une dépense « nationale » ou faut-il l'imputer aux têtes de liste ?

naal lijstnummer en beschermd letterwoord hebben verkregen belet samen te werken en gezamenlijk campagne te voeren. Het lid verklaart wantrouwig te staan tegenover regelingen die het politiek landschap verstoren.

Het lid betreurt bijgevolg dat de amendementen die in de Kamer op dit artikel werden ingediend werden verworpen. Het is juist, zoals de minister stelde, dat er al een aantal ongelijke behandelingen bestaan in de kieswetgeving, maar dat betekent niet dat men er nog nieuwe moet scheppen. Het lid vreest dat de voorgestelde regeling in feite bijdraagt tot het bestendigen van de bestaande politieke constellatie door het bevoordelen van gevestigde partijen. Als er geen andere oplossing is, zou men zijns inziens het artikel beter schrappen.

Een lid vraagt wat er moet gebeuren met uitgaven voor een verkiezingscampagne die een politieke partij bijvoorbeeld op arrondissementeel vlak zou voeren voor de gemeenteraads- of provincieraadsverkiezingen ter ondersteuning van de plaatselijke campagnes. Moeten die uitgaven worden verdeeld over de plaatselijke lijsten, of worden geïmputeerd op het bedrag dat op nationaal vlak mag worden gespendeerd ?

De minister merkt op dat dit probleem niet ter sprake is gekomen in de Kamer van volksvertegenwoordigers. Hij is evenwel van oordeel dat de uitgaven op nationaal vlak moeten worden geïmputeerd, omdat de voorgestelde regeling anders een ernstige lacune vertoont. Een lid meent dat dat trouwens de enige mogelijkheid is als de gemeenteraadsverkiezingen en de provincieraadsverkiezingen samenvallen.

De minister verwijst anderzijds naar blz. 18 van het Kamerverslag. Niets belet een politieke partij ook plaatselijke lijsten of zelfs individuele kandidaten financieel bij te springen. Maar de uitgaven die met die middelen gebeuren moeten wel worden geïmputeerd op de uitgaven van de plaatselijke lijst of individuele kandidaat. De oorsprong van de fondsen (de financiering) en de aanrekening van de uitgaven zijn twee verschillende zaken.

Dat geldt bijvoorbeeld ook op arrondissementeel vlak. Als het arrondissement steun geeft aan een bepaalde kandidaat dan worden die uitgaven aangerekend op zijn naam. Als het arrondissement daarentegen campagne voert voor alle kandidaten of lijsten van de partij van het arrondissement, dan moeten de uitgaven volgens de minister nationaal worden aangerekend.

Er zijn uiteraard twijfelgevallen mogelijk. Wat als men op arrondissementeel vlak een folder uitgeeft met alle lijsttrekkers ? Is dat dan een « nationale » uitgave, of moet zij worden verrekend over de lijsttrekkers ?

Un membre se réfère à la possibilité qu'ont les candidats comme les listes d'engager des dépenses. Il cite l'exemple de sa commune, qui compte entre 5 000 et 10 000 électeurs inscrits. Dans celle-ci, une liste ne pourra dépenser qu'environ 240 000 francs pour les élections communales, mais chacun des 21 candidats de la liste pourra dépenser 50 000 francs supplémentaires. Pourtant, les candidats ne pourront jamais affecter utilement un tel montant, compte tenu de la nature de la commune. Or, s'ils conviennent de faire leur campagne en commun, ne pourraient-ils transférer en fait les montants qu'ils sont autorisés en théorie à dépenser individuellement, de manière que ces montants viennent s'ajouter à ceux que la liste est autorisée à dépenser ?

Le ministre répond qu'en l'occurrence, tout dépendra de la manière dont les candidats font leur propagande en commun. S'ils le font de telle manière que chacun soit présenté de façon comparable et les frais répartis de façon équivalente entre les candidats, la chose est envisageable.

Par contre, si l'on soutient surtout la tête de liste ou les premiers candidats, en ne mentionnant les autres que pour mémoire, les choses sont tout à fait différentes. Tout dépendra donc des circonstances de fait, et c'est le bon sens qui doit prévaloir dans l'appréciation. En tout cas, rien n'empêche les candidats individuels de faire campagne en commun pour leur propre compte.

Il est remarqué que les mêmes principes s'appliquent lorsque les candidats individuels publient un dépliant dans lequel ils se mettent en valeur en même temps que le bourgmestre-tête de liste. S'il apparaît clairement que c'est le candidat en question qui est l'objet de la propagande, les dépenses seront obligatoirement imputées à son nom. Si la propagande sert à la fois le candidat et le bourgmestre, les frais devront être divisés. Par contre, s'il s'avérait que le bourgmestre fait systématiquement de la propagande avec tous les autres candidats, mais surtout à son propre profit, l'hypothèse n'est plus la même.

Un membre remarque que les têtes de liste ont intérêt à faire preuve d'une grande circonspection et à éviter autant que possible d'apparaître dans la propagande d'autres candidats s'ils veulent éviter des surprises désagréables.

L'article 2 est adopté par 12 voix contre 2.

Article 3

Un membre demande s'il est exact que le montant du § 1^{er} et du § 2 peuvent se cumuler. Le ministre et plusieurs membres répondent que oui.

Een lid verwijst naar de mogelijkheid zowel voor de kandidaten als voor de lijst uitgaven te doen. Hij neemt als voorbeeld zijn gemeente met tussen de 5000 en de 10 000 ingeschreven kiezers. Een lijst zal in zijn gemeente slechts ongeveer 240 000 frank kunnen uitgeven voor de gemeenteraadsverkiezingen, maar elk van de 21 kandidaten op de lijst mag daarnaast nog 50 000 frank spenderen. Nochtans kunnen de kandidaten een dergelijk bedrag nooit zinnig besteden, gelet op de aard van de gemeente. Als zij nu overeenkomen samen campagne te voeren, kunnen zij op die wijze de bedragen die zij in theorie individueel kunnen uitgeven dan in feite niet overdragen, in surplus, naar de bedragen die de lijst mag spenderen ?

De minister antwoordt dat ook hier veel zal afhangen van de wijze waarop de kandidaten gezamenlijk propaganda maken. Als zij dat doen op een wijze waarbij zij op vergelijkbare wijze aan bod komen en waarbij de kosten gelijkwaardig over de kandidaten kunnen worden verdeeld is dat één zaak.

Als men daarentegen vooral de lijstaanvoerder promoot, of de eerste kandidaten, en de anderen ergens pro memori vermeldt, liggen de zaken heel anders. Veel hangt dus af van de feitelijke omstandigheden, en bij de beoordeling moet het gezond verstand prevaleren. In elk geval belet niets de individuele kandidaten, voor eigen rekening, gezamenlijk campagne te voeren.

Opgemerkt wordt dat dezelfde principes gelden wanneer individuele kandidaten een foldertje uitgeven waarmee zij zichzelf samen met de burgemeesterlijstaanvoerder in het zonnetje zetten. Als het duidelijk is dat het de betrokken individuele kandidaat is die « gepromoot » wordt, dan moeten de uitgaven op zijn naam worden aangerekend. Als het daarentegen gebeurt voor het gezamenlijk nut van de kandidaat en de burgemeester moeten de kosten worden gedeeld. Als daarentegen zou blijken dat de burgemeester systematisch met alle andere kandidaten propaganda voert maar vooral met het oog op zijn eigen profijt, dan heeft men weer met een andere hypothese te maken.

Een lid merkt op dat de lijstaanvoerder best zeer omzichtig te werk gaat en zoveel mogelijk vermijdt in publiciteit van andere kandidaten te verschijnen om onaangename verrassingen te vermijden.

Artikel 2 wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Artikel 3

Een lid vraagt of het juist is dat de bedragen sub § 1 en § 2 mogen worden gecumuleerd. De minister en meerdere leden antwoorden bevestigend.

Un autre membre déclare qu'il trouve trop élevés les montants prévus à cet article.

Un troisième membre demande comment doit se faire l'imputation des dépenses de propagande électorale lorsque quelqu'un est candidat à la fois pour les élections communales et pour les élections provinciales. Plusieurs membres font référence au § 3. Pour un tel candidat, le total des dépenses des deux campagnes ne peut dépasser le montant maximum le plus élevé. Il n'y a donc pas lieu de scinder les dépenses.

L'intervenant fait remarquer que, dans ce cas, rien n'empêche un candidat figurant à une place éligible pour les élections communales et à une place non éligible pour les élections provinciales de consacrer la totalité du montant à sa campagne pour les élections communales, ce qui lui procurerait un avantage indéniabable par rapport aux candidats conseillers communaux qui ne sont pas candidats aux élections provinciales.

Le ministre ne conteste pas que le membre ait mis le doigt sur un des points faibles de la loi, mais la situation décrite est plutôt rare.

L'article 3 est adopté par 12 voix contre 2.

Article 4

Cet article ne donne lieu à aucune remarque. Il est adopté par 12 voix contre 2.

Article 5

Un membre observe que cet article prévoit un délai de quarante jours pour communiquer les montants maximums prévus à l'article 3, alors qu'en fait, on doit déjà savoir trois mois avant les élections combien on peut dépenser.

Le ministre déclare que les listes électorales, qui sont finalement déterminantes pour le montant dont la dépense est autorisée, doivent être clôturées deux mois avant les élections. Le ministre confirme qu'il publiera les montants le plus rapidement possible, dès que le nombre d'électeurs sera connu, compte tenu de leur importance pour les candidats.

Un membre se demande s'il est bien nécessaire de faire fixer ce montant par le ministre. Les montants par électeur inscrit figurent dans la loi et chaque parti ou liste reçoit communication des listes électorales.

Le ministre répond que c'est lui qui est chargé de faire imprimer les listes électorales. Le plus simple est donc de déterminer les montants de manière centralisée et informatisée, et de les faire connaître par voie d'avis au *Moniteur belge*.

Een ander lid verklaart de bedragen waarin dit artikel voorziet te hoog te vinden.

Een derde lid vraagt hoe de uitgaven voor verkiezingspropaganda moeten worden aangerekend wanneer iemand zowel voor de gemeenteraadsverkiezingen als voor de provincieraadsverkiezingen kandidaat is. Meerdere leden verwijzen naar § 3. Voor die kandidaat geldt voor het totaal van de uitgaven van beide campagnes samen het hoogste maximumbedrag. Er dient dus geen opsplitsing te gebeuren.

Het lid merkt op dat in die veronderstelling niets een kandidaat die op een verkiesbare plaats staat voor de gemeenteraadsverkiezingen en op een onverkiesbare plaats voor de provincieraadsverkiezingen belet het gehele bedrag in feite te spenderen aan zijn campagne voor de gemeenteraadsverkiezingen, wat hem een onmiskenbaar voordeel oplevert ten opzichte van de kandidaat-gemeenteraadsleden die geen kandidaat zijn voor de provincieraadsverkiezingen.

De minister betreurt niet dat het lid de vinger legt op een zwak punt van de wet, maar de geschetste situatie is eerder zeldzaam.

Artikel 3 wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Artikel 4

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen. Het wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Artikel 5

Een lid merkt op dat dit artikel voorziet in een termijn van veertig dagen voor de mededeling van de in artikel 3 vermelde maximumbedragen, daar waar men in feite al drie maanden voor de verkiezingen moet weten wat men mag uitgeven.

De minister wijst erop dat de kiezerslijsten, die uiteindelijk bepalend zijn voor het bedrag dat mag worden uitgegeven, twee maanden voor de verkiezingen worden afgesloten. De minister bevestigt wel dat hij de bedragen zo snel mogelijk zal bekendmaken van zodra het aantal kiezers bekend is, gelet op het belang ervan voor de kandidaten.

Een lid vraagt zich af of het wel nodig is die bedragen door de minister te laten bepalen. De bedragen per ingeschreven kiezer staan in de wet, en elke partij of lijst ontvangt mededeling van de kieslijsten.

De minister wijst erop dat hij het is die instaat voor het drukken van de kiezerslijsten. Het is dus het eenvoudigste de bedragen centraal en geïnformeerd vast te stellen, en bekend te maken via een bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Peut-être les intéressés pourraient-ils faire le calcul eux-mêmes, mais la procédure proposée simplifie les choses et, en outre, peut contribuer à prévenir certaines contestations.

Plusieurs membres estiment qu'il convient que les montants soient fixés de manière officielle. Le ministre ajoute que si l'on estime superflue la publication des montants, on peut également contester la nécessité de certaines autres communications. Il pense, par exemple, à la communication du nombre de conseillers et d'échevins qu'aura une commune.

L'article est adopté par 13 voix contre 1.

Article 6

Un membre se réfère au § 2, 2^o. Quel est le sort d'une publication qu'une formation politique édite à intervalles réguliers et dont un ou deux numéros paraissent par hasard au cours de la campagne électorale ?

Le ministre répond qu'il ne s'agit pas de dépenses de propagande électorale, puisque la publication n'est pas éditée en vue des élections, à condition toutefois que l'on ne change rien à la fréquence, la diffusion ou la présentation de la publication. Le ministre présume que, sur ce dernier point, si la publication est soudain beaucoup plus soignée, étant par exemple imprimée en couleur au lieu de l'être en noir et blanc, la commission de contrôle considérera qu'il s'agit de propagande électorale.

L'intervenant demande ce qu'il advient si le contenu de la publication change et, de rédactionnel, devient slogan électoral. Le ministre craint que, dans ce cas, la distinction ne soit beaucoup plus difficile à faire.

Un membre demande ce qu'il en est lorsque l'on fait de la propagande à l'occasion d'un meeting et que l'on récupère ces frais en tout ou en partie, par exemple par la vente de boissons. Ce bénéfice peut-il être déduit des dépenses faites pour le meeting ?

Le ministre répond que les dépenses faites pour le meeting même ou pour d'autres initiatives ou festivités sont des frais qui, selon le cas, seront ou ne seront pas imputés comme dépenses électorales. La question déterminante est de savoir si le meeting a été tenu en vue de la campagne ou bien s'il s'agit d'un événement qui revient périodiquement, par exemple annuellement, et qui, pour une fois, coïncide par hasard avec la campagne électorale. S'il s'agit d'une dépense électorale, elle devra être imputée entièrement, qu'on la récupère ou non. En effet, le financement de cette dépense est, comme on l'a déjà dit, une autre question.

Misschien zouden de betrokkenen de berekening zelf wel kunnen maken, maar de voorgestelde procedure vereenvoudigt niet alleen de zaken, zij kan ook een aantal betwistingen helpen vermijden.

Meerdere leden menen dat het aangewezen is dat de bedragen op officiële wijze worden vastgesteld. De minister wijst erop dat als men het publiceren van de bedragen overbodig acht, men ook de noodzaak van een aantal andere mededelingen in vraag kan stellen. Hij verwijst bijvoorbeeld naar de mededeling van het aantal gemeenteraadsleden en schepenen die een gemeente zal hebben.

Het artikel wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Artikel 6

Een lid verwijst naar § 2, 2^o. Wat is het lot van een publikatie die een politieke formatie op regelmatige tijdstippen uitgeeft en waarvan een of twee nummers toevallig in de verkiezingscampagne verschijnen ?

De minister antwoordt dat er geen sprake is van uitgaven voor verkiezingspropaganda vermits de publikatie niet wordt uitgegeven met het oog op de verkiezingen, evenwel voor zover er niets wordt gewijzigd aan de frequentie, de verspreiding of de presentatie van de publikatie. De minister neemt wat dat laatste betreft aan dat als de publikatie plots veel verzorgder is, bijvoorbeeld met kleurendruk in plaats van zwart-wit, de controlecommissie ze wel als verkiezingspropaganda zal aanmerken.

Het lid vraagt wat er gebeurt als de inhoud van de publicatie zou evolueren van algemeen redactioneel naar sloganske verkiezingspropaganda. De minister vreest dat de grens daar veel moeilijker kan worden getrokken.

Een lid vraagt nog wat de toestand is wanneer men propaganda maakt ter gelegenheid van een meeting maar die kosten geheel of ten dele recupereert, bijvoorbeeld door de verkoop van dranken. Mag die winst worden afgetrokken van de uitgaven voor de meeting ?

De minister antwoordt dat de uitgaven voor de meeting zelf of voor andere initiatieven of festiviteiten een kost zijn, die naargelang van het geval, al dan niet een verkiezingsuitgave zal zijn. Bepalend voor die vraag is of de meeting met het oog op de campagne wordt gehouden, dan wel of het gaat om een periodiek, bijvoorbeeld jaarlijks, terugkerend evenement, dat voor één keer toevallig in de verkiezingscampagne valt. Als het om een verkiezingsuitgave gaat, dan moet de uitgave volledig in rekening worden gebracht, of men ze recupereert of niet. De financiering van die uitgaven is immers zoals reeds gezegd een andere zaak.

Le membre demande encore ce qu'il en est si l'on vend les boissons en dessous du prix commercial, par exemple au prix coûtant. Le ministre fait remarquer que le projet part du principe que rien n'est fourni en dessous du prix commercial. Sinon, on a à faire à un don et les dons peuvent, comme cela s'est du reste déjà produit dans le passé, entraîner l'annulation des élections.

Un autre membre demande, à propos du § 2, 1^o, comment on règle la question lorsque, par exemple, on utilise des tracteurs agricoles dans des cortèges ou pour transporter des panneaux. Un tracteur peut difficilement être considéré comme un véhicule personnel.

Le ministre répond que le but est de ne pas calculer en kilomètres et en heures les prestations volontaires individuelles. En conséquence, si un agriculteur participe lui-même à une caravane publicitaire, on doit, à son avis, considérer que celui-ci manifeste ses propres convictions en utilisant un véhicule personnel.

Par contre, si une exploitation agricole prête gratuitement un ou plusieurs tracteurs à quelqu'un qui fait sa campagne électorale, on a à faire, sinon à un don d'entreprise interdit, du moins à une dépense électorale.

Le ministre estime donc qu'il ne peut y avoir d'autre critère que de savoir si le véhicule est utilisé pour manifester des convictions personnelles. En cas de doute ou de contestation, il appartiendra à la commission de contrôle d'apprécier.

Un membre répond que la Commission de contrôle doit encore élaborer sa jurisprudence, mais que l'on est confronté entre-temps à des textes vagues. Un autre membre remarque qu'il faut éviter à tout prix d'étouffer le militantisme au niveau local. Que peut encore faire le militant local? L'intervenant estime que la commission de contrôle devra quand même respecter certaines limites.

Le ministre répond que le bon sens doit prévaloir en la matière. Si l'on organise chaque année aux environs de la même date une fête pour les pensionnés et que le hasard veuille que cette date tombe pour une fois au milieu de la campagne électorale, il est clair, à son avis, qu'il ne s'agit pas là d'une dépense de propagande électorale, du moins si l'on ne donne pas à la fête un contenu différent de celui des années précédentes.

D'autres membres remarquent que l'on ne peut pas toujours fixer des limites aussi claires. Qu'en est-il du bal annuel du bourgmestre au profit des écoles communales organisé le samedi avant le deuxième dimanche d'octobre? On peut pourtant supposer que cela puisse influencer les résultats des élections communales.

Het lid vraagt nog wat er gebeurt als men de drank onder de marktprijs verkoopt, bijvoorbeeld aan kostprijs. De minister merkt op dat het ontwerp ervan uitgaat dat niets onder marktprijs mag worden verstrekt. Anders heeft men met een gift te maken, en giften kunnen, zoals trouwens in het verleden al is gebeurd, leiden tot het vernietigen van de verkiezingen.

Een ander lid vraagt met betrekking tot § 2, 1^o, hoe de zaak geregeld wordt wanneer men bijvoorbeeld landbouwtractoren inschakelt in optochten of om panelen te vervoeren. Een tractor kan moeilijk worden beschouwd als een persoonlijk voertuig.

De minister antwoordt dat het de bedoeling is de vrijwillige inzet van individuen niet te gaan taxeren in kilometers en uren. Als een landbouwer bijgevolg zelf met de tractor meerijsdt in een publiciteitskaravaan, dan moet dat zijns inziens worden beschouwd als het uiten van een persoonlijke overtuiging met gebruikmaking van een persoonlijk voertuig.

Als een landbouwwitbating daarentegen een of meerdere tractoren gratis uitleent aan iemand die een verkiezingscampagne voert, dan heeft men zo niet met een verboden gift van een bedrijf, minstens met een verkiezingsuitgave te maken.

De minister is dus van oordeel dat het criterium enkel kan zijn of het voertuig wordt gebruikt om uiting te geven aan een persoonlijke overtuiging. In geval van twijfel of betwisting komt de appreciatie toe aan de controlecommissie.

Een lid repliceert dat de controlecommissie haar rechtspraak nog moet vormen, maar dat men zich inmiddels tegenover vage teksten geplaagd ziet. Een ander lid merkt op dat men te allen prijze moet vermijden het plaatselijk militantisme te doden. Wat kan of mag de plaatselijke militant uiteindelijk nog doen? De controlecommissie zal dus toch bepaalde grenzen in acht moeten nemen, aldus nog het lid.

De minister antwoordt dat het gezond verstand in deze moet prevaleren. Als men jaar in jaar uit rond dezelfde datum een feest inricht voor de gepensioneerden en het toeval wil dat die datum voor één keer in de verkiezingscampagne valt, dan is het zijns inziens toch duidelijk dat het niet gaat om een uitgave voor verkiezingspropaganda, ten minste als het feest niet anders wordt opgevat dan de vorige jaren.

Andere leden merken op dat de grens niet altijd zo duidelijk kan worden getrokken. Wat met het jaarlijks bal van de burgemeester ten voordele van de gemeentescholen de zaterdag voor de tweede zondag van oktober? Men mag toch aannemen dat zoiets de resultaten van de gemeenteraadsverkiezingen kan beïnvloeden.

A quoi un autre membre ajoute qu'il y a aussi un manque de clarté quant à la question de savoir à partir de quel moment l'on peut considérer un événement comme se répétant périodiquement. Suffit-il que la fête ou le bal ait déjà eu lieu, pour la première fois, l'année précédente ?

Un membre remarque que le § 3 de cet article, qui concerne les communications destinées au public, est valable pour tous les membres des exécutifs, à l'exception des bourgmestres et des échevins. Il faudrait également régler le problème pour ceux-ci.

Le ministre signale que les ministres fédéraux peuvent obliger les chaînes publiques nationales, sous certaines conditions, à émettre des messages. Les bourgmestres et les échevins ne le peuvent pas. Le problème est donc tout à fait différent en ce qui les concerne. L'intervenant répond que les membres de la députation permanente n'ont pas davantage le droit d'exiger que leurs messages soient émis par la radio ou la télévision. Il existe cependant encore d'autres formes de communications destinées au public. L'intervenant ne voit donc pas pourquoi l'on ne mentionne pas le collège des bourgmestre et échevins. On peut seulement lire, dans le rapport de la Chambre (doc. Chambre, 1386/7 - 93/94, p. 30), qu'il est encore trop tôt pour proposer la même chose pour les communications et les campagnes d'information des membres des collèges des bourgmestre et échevins, ce qui, d'après l'intervenant, n'est pas une explication très convaincante.

Le ministre répond que c'est probablement là un des points que l'on devra à nouveau examiner à l'avenir. Il estime cependant que l'absence, dans l'énumération du § 3 de l'article 6, du collège des bourgmestre et échevins n'empêche aucunement que l'on ne puisse déjà déposer une plainte auprès de la Commission de contrôle lorsque l'on constate un abus manifeste de la part du bourgmestre ou des échevins.

L'article 6 est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 7

Un membre aimerait savoir quelle est la portée de la limitation du champ d'application du § 1^{er}, 2^o, aux campagnes commerciales par téléphone et il demande si l'interdiction d'apposer des affiches de plus de 4 m² s'applique également aux caravanes motorisées.

Le ministre répond par l'affirmative à la deuxième question. En ce qui concerne la première question, il remarque que l'on ne peut interdire aux candidats individuels de téléphoner à des électeurs potentiels. En Flandre, il est toutefois arrivé que l'on fasse appel, pour de telles campagnes, à une firme commerciale, ce qui est quand même différent. Le ministre précise

Een ander lid voegt daaraan toe dat het ook niet duidelijk is vanaf welk ogenblik iets als periodiek weerkierend kan worden beschouwd. Volstaat het dat het feest of bal vorig jaar al eens plaatsvond, voor het eerst ?

Een lid merkt op dat § 3 van het artikel, dat handelt over de voor het publiek bestemde mededelingen, geldt voor alle leden van executieven met uitzondering van de burgemeesters en schepenen. Het probleem zou ook voor deze laatsten moeten worden geregeld.

De minister wijst erop dat federale ministers onder bepaalde voorwaarden de nationale omroep kunnen verplichten boodschappen uit te zenden. Burgemeesters en schepenen kunnen dat niet. Het probleem ligt dus voor hen volledig anders. Het lid repliceert dat ook de leden van de bestendige deputatie het recht niet hebben te eisen dat hun boodschappen door de radio of televisie worden uitgezonden. Er zijn echter nog andere vormen van voor het publiek bestemde mededelingen. Men ziet dus niet in, aldus het lid, waarom het college van burgemeester en schepenen niet wordt vermeld. In het kamerverslag (Gedr. St., Kamer, nr. 1386/7 - 93/94, blz. 30) leest men daarover enkel dat het nog te vroeg is om het voorstel nu al uit te breiden tot de mededelingen en voorlichtingscampagnes gedaan door de leden van de colleges van burgemeester en schepenen, wat, aldus nog het lid, een weinig afdoende uitleg is.

De minister antwoordt dat dit allicht één van de zaken is die men voor de toekomst opnieuw zal moeten bekijken. Het ontbreken van het college van burgemeester en schepenen in de opsomming van § 3 van artikel 6 belet zijns inziens evenwel in geen dele dat nu reeds klacht kan worden ingediend bij de controlecommissie wanneer een manifest misbruik wordt vastgesteld in hoofde van burgemeesters of schepenen.

Artikel 6 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

Artikel 7

Een lid vraagt wat de draagwijdte is van de beperking van het toepassingsgebied van § 1, 2^o, tot de commerciële telefooncampagnes en of het verbod op het gebruik van affiches groter dan 4 m² ook geldt voor de gemotoriseerde optochten.

Op de tweede vraag antwoordt de minister bevestigend. Wat de eerste vraag betreft merkt hij op dat men individuele kandidaten toch niet kan verbieden potentiële kiezers op te bellen. In Vlaanderen heeft men evenwel meegemaakt dat voor dergelijke campagnes een beroep werd gedaan op een commerciële firma, wat toch een heel andere zaak is. De minister

encore que si l'on organisait de telles campagnes à une grande échelle, en faisant appel à des militants, les frais devraient en tout cas être comptabilisés comme une dépense engagée dans le cadre de la campagne électorale.

L'intervenant demande encore quel sort sera réservé à une caravane à laquelle participe une fanfare. Sera-ce considéré comme un cadeau ? Le ministre se réfère à l'esprit de la loi. Il ne voit pas pourquoi il y aurait un problème en cas de participation d'une fanfare à une caravane. Par contre, si un candidat ou une liste finance un concert et en distribue gratuitement les places, il s'agit manifestement d'un cadeau. En effet, la loi vise à mettre fin à toute forme d'abus constaté lors de campagnes précédentes.

Un membre se réfère à la définition de « gadget », qui figure dans le rapport de la Chambre et provient apparemment d'un courrier de « La Poste » : « Doivent notamment être considérés comme gadgets : les ballons, les stylos, les jeux de cartes, les calendriers, les agendas, les sacs en plastic, les produits naturels, les cassettes ou disques compacts comportant des enregistrements musicaux, etc. Selon le critère général, les messages sur papier ne sont pas des gadgets. »

Doit-on par exemple considérer comme un gadget un petit calendrier sur lequel figure le nom d'un candidat ou d'un parti ainsi qu'un slogan ?

Le ministre estime que l'on peut parler de gadget si l'on a à faire à un objet dont la personne qui le distribue espère que la personne qui le reçoit l'affectera ultérieurement à l'usage auquel il est normalement destiné, et qu'à cette occasion, l'utilisateur apercevra à chaque fois le message figurant sur l'objet.

Par contre, si un candidat distribue une carte du format d'un petit calendrier, où figurent sa photo et les jours et heures où il reçoit en consultation, il s'agit manifestement d'un message politique.

Un membre se réfère à l'usage qui veut que des mandataires politiques remettent des coupes, des trophées, etc., pour toutes sortes d'activités. Le ministre estime que si, en période électorale, l'intéressé ne se comporte pas différemment qu'au cours des années précédentes, ses activités ne relèvent pas de la future loi.

Un membre demande s'il en est de même lorsqu'un ministre distribue des *tee-shirts*, des survêtements de sport, etc., où figurent son nom et un slogan tel que « ministre qui encourage le sport ». Le ministre estime que, dans ce cas, l'on a bel et bien à faire à une propagande électorale si l'on se situe dans la période des trois mois précédant les élections, et ce même si cela se faisait déjà auparavant; en outre, les objets en question sont considérés comme des gadgets interdits.

preciseert nog dat als men een dergelijke campagne op grote schaal zou organiseren met behulp van militanten, men de kosten in elk geval zal moeten inbrengen als een uitgave voor verkiezingscampagne.

Het lid vraagt nog wat het lot is van een optocht waarin een fanfare opstapt. Is dat een geschenk ? De minister verwijst naar de geest van de wet. Als een fanfare mee opstapt in een optocht ziet hij weinig problemen. Als een kandidaat of een lijst daarentegen een uitvoering van een concert afhuurt, en de kaarten uitdeelt, dan gaat het duidelijk om een geschenk. De strekking van de wet is immers een einde te maken aan allerlei vormen van misbruiken die men bij vorige campagnes vaststelde.

Een lid verwijst naar de definitie van « gadget » die in het Kamerverslag wordt gegeven en die blijkbaar voortkomt van De Post: « Als gadgets moeten met name worden aangemerkt ballonnen, balpennen, kaartspelen, kalenders, agenda's, plastic zakken, natuurprodukten, muziekcassettes of compact discs, enz. De berichten op papier worden niet als gadgets beschouwd. »

Moet bijvoorbeeld een kalendertje dat de naam van een kandidaat of een partij en een slogan vermeldt al dan niet worden beschouwd als een gadget ?

De minister is van oordeel dat er sprake is van een gadget als men te maken heeft met een voorwerp waarvan degene die het uitdeelt hoopt dat degene die het ontvangt het later zal aanwenden voor het normale gebruik waarvoor het is bestemd en bij die gelegenheid telkens opnieuw de boodschap zal zien die op het voorwerp is aangebracht.

Als een kandidaat daarentegen een kaartje verspreidt van hetzelfde formaat als een kalendertje, maar met zijn foto en de dagen en uren van zijn spreekuren, dan gaat het duidelijk om een politieke boodschap.

Een lid verwijst naar het gebruik dat politieke mandatarissen bekert, trofeeën, enz. schenken voor allerlei activiteiten. De minister is van oordeel dat als de betrokkene in de verkiezingsperiode niet afwijkt van zijn gewone manier van doen van de vorige jaren, dat niet onder deze wet valt.

Een lid vraagt of hetzelfde geldt wanneer een minister T-shirts, trainingspakken, enz., uitdeelt met zijn naam erop en een slogan zoals « minister die de sport aanmoedigt ». De minister is van oordeel dat men in dat geval wel degelijk te maken heeft met verkiezingspropaganda wanneer dat gebeurt tijdens de periode van drie maanden, ook al gebeurde het reeds voorheen en bovendien met verboden gadgets.

Un membre demande quelle est la portée du § 2 de cet article. Le ministre répond que, comme dans le passé, cette disposition doit permettre de fixer les périodes et les heures au cours desquelles l'apposition d'affiches électorales et l'organisation de caravanes motorisées sont interdites ou autorisées. Un membre demande pourquoi les règles ne sont pas directement fixées dans la loi. Le ministre répond qu'il faut pouvoir tenir compte de circonstances fluctuantes, telle la période de l'année à laquelle les élections ont lieu.

L'article est adopté par 13 voix contre 1.

Articles 8 à 10

Un membre constate que ces articles reprennent les dispositions de la loi du 4 juillet 1989. Les trois articles sont adoptés par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 11

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté par un vote identique.

Article 12

Se référant à la prochaine scission de la province de Brabant, un membre demande qui va reprendre, pour les communes bruxelloises, le rôle de la députation permanente en matière électorale, surtout si des élections législatives devaient avoir lieu avant les élections communales.

Le ministre renvoie à l'article 28 du projet.

Un membre se réfère au § 1^{er}, 4^o, de l'article. La disposition vise les candidats en tête de liste, mais, semble-t-il, seulement ceux qui ont fait eux-mêmes, sciemment, des dépenses dépassant le maximum autorisé pour la liste. D'autres membres estiment, quant à eux, que le pronom relatif « qui » renvoie à « la liste ».

Le ministre répond que l'esprit du projet de loi est clair: le candidat tête de liste est responsable du respect, par la liste, des dispositions de l'article 3, § 1^{er}, c'est-à-dire de la limitation du montant qui peut être dépensé pour la liste elle-même. Le relatif « qui » se rapporte donc bel et bien au mot « la liste ».

L'intervenant fait remarquer que, dans ce cas, le texte est à tout le moins boiteux, et il se demande du reste si une liste peut faire quelque chose « sciemment ». Si donc un autre candidat ou un tiers fait des dépenses pour la liste sans que le candidat en tête de liste en ait connaissance, celui-ci n'est pas punissable.

Een lid vraagt wat de draagwijdte is van § 2 van het artikel. De minister antwoordt dat het zoals in het verleden de bedoeling is periodes en uren te kunnen vaststellen waar in het aanbrengen van verkiezingsafiches en het houden van gemotoriseerde optochten verboden of toegelaten zijn. Een lid vraagt waarom men niet onmiddellijk regels vastlegt in de wet. De minister antwoordt dat men rekening moet kunnen houden met de wisselende omstandigheden zoals bijvoorbeeld de periode van het jaar waarin de verkiezingen plaatsvinden.

Het artikel wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Artikelen 8 tot 10

Een lid stelt vast dat deze artikelen de bestaande bepalingen van de wet van 4 juli 1989 overnemen. De drie artikelen worden aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

Artikel 11

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen. Het wordt met dezelfde stemmen aangenomen.

Artikel 12

Een lid verwijst naar de nakende splitsing van de provincie Brabant. Wie zal voor de Brusselse gemeenten de rol van de bestendige deputatie en verkiezingsaangelegenheden overnemen, zeker indien er wetgende verkiezingen zouden komen voor de gemeenteraadsverkiezingen?

De minister verwijst naar artikel 28 van het ontwerp.

Een lid verwijst naar § 1, 4^o, van het artikel. De bepaling verwijst naar de lijstaanvoerders, maar blijkbaar enkel naar de lijstaanvoerder die zelf wetens en willens uitgaven doet die het voor de lijst toegelaten maximum bedrag overstijgt. Andere leden menen dan weer dat het woord « die » voor de woorden « wetens en willens » slaat op de lijst.

De minister wijst erop dat de geest van het ontwerp duidelijk is: de lijstaanvoerder is verantwoordelijk voor het naleven door de lijst van de bepalingen van artikel 3 § 1, namelijk de begrenzing van het bedrag dat voor de lijst zelf mag worden uitgegeven. Het woord « die » slaat dus wel degelijk op de lijst.

Het lid merkt op dat de tekst dan op zijn minst gebrekkig is, en vraagt zich trouwens af of een lijst « wetens en willens » iets kan doen. Als een andere kandidaat of een derde dus uitgaven doet voor de lijst zonder dat de lijstaanvoerder daar weet van heeft, dan is hij daarvoor niet strafbaar.

Le ministre maintient que la logique veut que le candidat tête de liste soit bel et bien responsable de toutes les dépenses faites pour cette liste. Il doit donc prendre ses précautions. Le ministre ne conteste toutefois pas que ce principe ne ressort peut-être pas suffisamment du texte de la disposition en question.

Le membre le regrette, eu égard surtout à la nature des sanctions que le candidat en tête de liste peut encourir.

L'article est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 13

Un membre continue de s'interroger sur le champ d'application exact de cette disposition. Les médecins, les avocats et, d'une manière plus générale, les titulaires de professions libérales et les travailleurs indépendants, comme les petits commerçants, sont des personnes physiques. Ne faut-il pas se baser, en fait, sur la réponse à la question de savoir si le don est ou non déduit comme charge professionnelle ?

Le ministre répond que le candidat qui recevrait de l'argent devrait prendre des précautions et, par exemple, s'abstenir de délivrer un reçu. Un reçu peut éventuellement être délivré au nom du parti ou d'une a.s.b.l. On peut supposer que, si le donateur tentait malgré tout de déduire son don comme charge professionnelle, le fisc s'y opposerait.

Il n'empêche que si l'intéressé s'avérait être malgré tout une société unipersonnelle et s'il déduisait quand même, par la suite, le don comme charge professionnelle de la société, le candidat n'en aurait pas nécessairement connaissance. Il paraît donc indiqué de faire signer également, par le donateur, une déclaration stipulant qu'il fait ce don à titre personnel et sur son revenu personnel et de refuser le don, s'il refuse.

Le ministre estime que la question est claire sur le plan juridique et que le problème est de régler les choses sur le plan pratique. Quoi qu'il en soit, un chef d'entreprise est et reste une personne physique, qui peut faire un don pour son propre compte et sur ses ressources personnelles. En revanche, le don serait un don interdit si l'intéressé tentait de le déduire comme charge professionnelle de son entreprise.

Le ministre n'entend pas se prononcer à l'avance sur la question de savoir si la commission de contrôle considérera ou non qu'une somme versée à une liste ou un candidat par une personne physique, est toujours versée à titre personnel par cette dernière et sur son patrimoine privé. Il répète, toutefois, qu'il ne prendra pour sa part aucun risque et qu'il demandera à l'intéressé éventuel de confirmer qu'il en est bien ainsi.

Un membre déclare que le but est d'interdire l'ancienne pratique qui consistait à faire des dons

De ministre blijft erbij dat de logica eist dat de lijst-aanvoerder wel degelijk verantwoordelijk zou zijn voor alle uitgaven voor die lijst. Hij moet dus zijn voorzorgen nemen. De minister betwist evenwel niet dat dit principe misschien onvoldoende tot uiting komt in de tekst van de betrokken bepaling.

Het lid betreurt dat, zeker gelet op de aard van de sancties die de lijst-aanvoerder kan oplopen.

Het artikel wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

Artikel 13

Een lid blijft vragen hebben bij het juiste toepassingsgebied van deze bepaling. Geneesheren, advocaten en meer in het algemeen beoefenaars van vrije beroepen en zelfstandigen, zoals kleinhandelaars zijn natuurlijke personen. Is het criterium in feite niet de vraag of de gift wordt ingebracht als bedrijfslast ?

De minister antwoordt dat de kandidaat die geld zou ontvangen zijn voorzorgen moet nemen en bijvoorbeeld best zelf geen ontvangstbewijs afgeeft. Eventueel kan een ontvangstbewijs worden verstrekt op naam van de partij of een V.Z.W. Men mag aannemen dat als de schenker zijn gift toch zou proberen in te brengen als bedrijfslast, de fiscus dat zal weigeren.

Dat neemt niet weg dat als de betrokkene toch een eenpersoonsvennootschap zou blijken te zijn, en de gift nadien toch als bedrijfslast in die vennootschap zou inbrengen, de kandidaat daar niet noodzakelijk kennis van heeft. Dus lijkt het aangewezen de schenker ook een verklaring te laten tekenen dat hij de gift doet te persoonlijk titel en op zijn persoonlijk inkomen en, als hij weigert, de gift niet te aanvaarden.

De minister is van oordeel dat het probleem op juridisch vlak duidelijk is en dat het probleem erin bestaat de zaak praktisch te regelen. In elk geval is en blijft een bedrijfsleider een natuurlijke persoon, die voor eigen rekening en met eigen middelen een schenking kan doen. Het zou daarentegen om een verboden gift gaan als de betrokkene die gift als bedrijfslast poogt in te brengen in zijn bedrijf.

De minister wil niet vooruitlopen op de vraag of de controlecommissie er al dan niet zal van uitgaan dat een bedrag dat aan een lijst of een kandidaat wordt gestort door een natuurlijk persoon door deze laatste steeds ten persoonlijk titel en op zijn privévermogen wordt geschonken, maar hij herhaalt dat hij zelf geen risico zal nemen en de betrokkene zal vragen dat te bevestigen.

Een lid gaat ervan uit dat het de bedoeling is de oude praktijken van giften die op voorlegging van een

déductibles fiscalement sur présentation d'une attestation. Le ministre fait remarquer que l'article va même plus loin et qu'il vise également les dons que l'on faisait en espèces parce que l'on voulait éviter, pour d'autres raisons, qu'ils apparaissent dans la comptabilité.

L'intervenant qui a soulevé le problème déclare souscrire à l'interprétation quant au fond de l'article, mais il estime que le texte proposé n'en indique qu'insuffisamment la portée réelle.

Un membre demande si la situation n'est, dès lors, pas telle que celui qui reçoit un don d'un indépendant n'est pas tenu, strictement, de faire attester que le don est fait à titre personnel. Le ministre répond par l'affirmative, mais considère qu'il est néanmoins préférable que l'intéressé demande cette déclaration pour prémunir contre les surprises désagréables.

Un autre membre demande encore si la responsabilité du candidat placé en tête de liste est engagée en cas d'acceptation de dons comme elle est engagée pour ce qui est des dépenses. Le ministre répond que cela va de soi.

L'article est adopté par 13 voix contre 1.

Articles 14 et 15

On fait observer que ces articles contiennent des adaptations purement techniques de la loi électorale provinciale au projet de loi. Ces deux articles sont adoptés par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 16

Un membre demande si la déclaration relative aux dépenses de propagande électorale de la liste doit également mentionner la provenance des fonds dépensés. Le ministre répond par la négative.

L'intervenant se réfère à une déclaration faite par le ministre lors de la discussion de l'article 13 concernant la responsabilité quant à l'acceptation des dons et d'où on pourrait déduire le contraire.

Le ministre précise que le candidat placé en tête de liste est bien pénalement responsable de l'acceptation éventuelle, par la liste, de dons interdits, mais non de la provenance des fonds en général. En outre, l'article ne prévoit en aucune manière l'obligation d'indiquer la provenance des fonds utilisés.

L'article est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

attest fiscaal aftrekbaar waren uit te sluiten. De minister wijst erop dat het artikel zelfs verder gaat, en ook de giften viseert die in baar geld gebeurden omdat men ze om andere redenen niet in de boekhouding wou zien verschijnen.

Het lid dat het probleem te berde bracht verklaart ten gronde te kunnen instemmen met deze interpretatie van het artikel, maar is van oordeel dat de voorgestelde tekst de ware draagwijdte ervan onvoldoende tot uiting brengt.

Een lid vraagt of het bijgevolg zo is dat wie een gift ontvangt van een zelfstandige, in feite geen bewijs moet vragen dat de gift te persoonlijke titel gebeurt. De minister antwoordt bevestigend, maar gaat er wel van uit dat het toch beter is die verklaring te vragen om zich in te dekken tegen onaangename verrassingen.

Een ander lid vraagt nog of de aanvaarding van giften onder de verantwoordelijkheid van de lijststaande valt, zoals hij ook verantwoordelijk is voor de uitgaven. De minister antwoordt dat zulks vanzelf spreekt.

Het artikel wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Artikelen 14 en 15

Opgemerkt wordt dat deze artikelen zuiver technische aanpassingen van de provinciekieswet aan het ontwerp van wet inhouden. De beide artikelen worden aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

Artikel 16

Een lid vraagt of de verklaring betreffende de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van de lijst ook de herkomst van de gespendeerde middelen moet vermelden. De minister antwoordt ontkennend.

Het lid verwijst naar een verklaring van de minister bij artikel 13 over de verantwoordelijkheid voor het aanvaarden van giften waaruit men het tegendeel zou kunnen afleiden.

De minister preciseert dat de lijststaande wel strafrechtelijk verantwoordelijk is voor de eventuele aanvaarding door de lijst van verboden schenkingen, maar niet voor de oorsprong van de fondsen in het algemeen. Bovendien voorziet het artikel op geen enkele wijze in de verplichting de oorsprong van de bestede middelen aan te geven.

Het artikel wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

Articles 17 à 19

Ces articles ne donnent lieu à aucune remarque. Ils sont adoptés par 12 voix et 1 abstention.

Article 20

Plusieurs membres ainsi que le ministre pensent que cet article pourrait être mieux rédigé. A leur avis, il aurait été préférable de prévoir que la réclamation (auprès de la Commission de contrôle) est remise contre un accusé de réception.

A la demande d'un membre, le ministre précise encore que l'amende prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article doit être majorée des centimes additionnels applicables et donc être multipliée par 150 (loi-programme du 24 décembre 1993) et, à l'avenir, par 200.

Un membre demande si le candidat qui fait l'objet d'une plainte en reçoit communication. Un membre constate que ni cet article ni les suivants ne prévoient cette communication. Il n'est d'ailleurs pas prévu non plus que ce candidat doit être entendu, alors que l'on a jugé utile de prévoir que la décision de la Commission de contrôle doit être motivée.

Les membres estiment, par conséquent, que le projet de loi présente une grave lacune sur le plan de la protection des droits de la défense.

Le ministre fait remarquer que les élus aux élections législatives ne reçoivent pas non plus communication des plaintes éventuelles déposées contre la validation de leurs pouvoirs. Un membre réplique que les deux situations ne sont pas comparables, parce que le résultat des élections législatives ne doit pas d'abord être validé.

Le ministre confirme que la Commission de contrôle devra en tout cas préserver les droits de la défense et donc avertir l'intéressé de l'introduction de la plainte et entendre celui-ci s'il le demande. Un membre renvoie aussi, à cet égard, à la page 41 du rapport de la Chambre et à l'avis du Conseil d'Etat.

L'article est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 21

Cet article ne donne lieu à aucune remarque. Il est adopté par le même nombre de voix.

Article 22

En réponse à la question d'un membre, le ministre et plusieurs membres confirment que les mots « sans

Artikelen 17 tot 19

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen. Zij worden aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.

Artikel 20

Meerdere leden en ook de minister zijn van oordeel dat de redactie van het artikel vatbaar is voor verbetering. Zij zijn van oordeel dat het artikel beter zou hebben bepaald dat het bezwaarschrift (bij de controlecommissie) wordt afgegeven tegen ontvangstbewijs.

Op vraag van een lid preciseert de minister nog dat de in het voorlaatste lid van het artikel vermelde geldboete moet worden verhoogd met de geldende opcentiemen, en dus moet worden vermenigvuldigd met 150 (proprammawet van 24 december 1993), en in de toekomst met 200.

Een lid vraagt of de kandidaat waartegen de klacht gericht is er mededeling van krijgt. Een ander lid stelt vast dat het artikel noch de volgende artikelen, in die mededeling voorzien. Er wordt trouwens evenmin bepaald dat hij moet worden gehoord, daar waar men het wel nodig heeft geacht te bepalen dat de beslissing van de controlecommissie moet worden gemotiveerd.

De leden zijn bijgevolg van oordeel dat het ontwerp van wet een ernstige lacune vertoont op het vlak van de vrijwaring van de rechten van de verdediging.

De minister merkt op dat de verkozenen bij de parlementsverkiezingen ook geen mededeling krijgen van de eventuele klachten tegen de validering van hun geloofsbriefven. Een lid repliceert evenwel dat beide situaties niet vergelijkbaar zijn, omdat de uitslag van de parlementsverkiezingen niet eerst moet worden gevalideerd.

De minister bevestigt dat de controlecommissie in elk geval de rechten van verdediging zal moeten vrijwaren, en dus de betrokkene zal moeten verwittigen van de ontvangst van de klacht en hem horen als hij dat vraagt. Een lid verwijst wat dat betreft eveneens naar blz. 41 van het Kamerverslag en naar het advies van de Raad van State.

Het artikel wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

Artikel 21

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen. Het wordt met dezelfde stemmen aangenomen.

Artikel 22

De minister en meerdere leden bevestigen op vraag van een lid dat de woorden « sans délai » in de Franse

délai » du texte français signifient bel et bien la même chose que le terme « *onverwijd* » du texte néerlandais, et non pas que l'on n'aurait fixé aucun délai dans lequel la Commission de contrôle doit statuer. L'article est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

Article 23

Un membre constate que le recours introduit devant le Conseil d'Etat contre la décision de la Commission de contrôle n'a pas d'effet suspensif. Cela semble normal au cas où la Commission de contrôle a rejeté la plainte. Qu'en est-il cependant lorsque la Commission de contrôle a déclaré la plainte fondée?

Plusieurs membres répondent que, dans ce cas, l'on applique la même règle. En d'autres termes, le recours suspend la décision de la Commission de contrôle.

L'article est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

Articles 24 à 26

Ces articles n'appellent pas d'observations. L'article 24 est adopté par 12 voix contre 1 et 1 abstention. Les articles 25 et 26 sont adoptés par 13 voix contre 2.

Article 27

L'on renvoie à l'article 28 du projet, qui modifie l'article 74 de la loi électorale communale, pour remarquer qu'aux deuxième et troisième alinéas de l'article 23^{ter} de la loi électorale communale proposé par l'article 27 du projet, la référence à « l'article 74, alinéa 2 » doit être chaque fois remplacée par la référence à « l'article 74, § 1^{er}, alinéa 2 ».

La commission se rallie à l'unanimité à la correction technique qui est proposée. L'article ainsi modifié est adopté par 12 voix contre 2.

Articles 28 à 33

Le ministre rappelle que, dans la proposition initiale, la Chambre a amendé le chapitre IV de façon approfondie, dans le but d'empêcher l'introduction de réclamations ou de recours pour des raisons purement politiques, à savoir dans le seul but de bloquer aussi longtemps que possible l'installation du conseil communal ou la nomination du bourgmestre sans qu'il y ait une quelconque raison objective pour ce faire.

Celle-ci s'est inspirée de la constatation suivante: on a constaté qu'il y a, maintenant déjà, quelque

texte wel degelijk, zoals de Nederlandse tekst zegt, onverwijd betekenen, en niet dat geen enkele termijn zou zijn bepaald voor de uitspraak door de controlecommissie. Het artikel wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

Artikel 23

Een lid stelt vast dat het beroep bij de Raad van State tegen de beslissing van de controlecommissie geen opschortende werking heeft. Dat lijkt normaal als de controlecommissie de klacht heeft afgewezen. Wat echter als de controlecommissie de klacht gegrond heeft verklaard?

Meerdere leden antwoorden dat dan dezelfde regel geldt. Met andere woorden, het beroep heeft dan een opschortende werking ten opzichte van de beslissing van de controlecommissie.

Het artikel wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

Artikelen 24 tot 26

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen. Artikel 24 wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding. De artikelen 25 en 26 worden aangenomen met 13 tegen 2 stemmen.

Artikel 27

Met verwijzing naar artikel 26 van het ontwerp, dat artikel 74 van de gemeentekieswet wijzigt, wordt opgemerkt dat in het tweede en derde lid van het voorgestelde artikel 23^{ter} van de gemeentekieswet, de verwijzing naar « artikel 74, tweede lid », telkens dient te worden vervangen door de verwijzing naar « artikel 74, § 1, tweede lid ».

De Commissie stemt eenparig in met de voorgestelde technische correctie. Het aldus gewijzigde artikel wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Artikelen 28 tot 33

De minister herinnert eraan dat hoofdstuk IV van het oorspronkelijk voorstel in de Kamer grondig werd geamendeerd met de bedoeling bezwaren of beroepen tegen te gaan die om louter politieke redenen worden ingediend, namelijk met de enige bedoeling de installatie van de gemeenteraad of de benoeming van de burgemeester zo lang mogelijk te blokkeren zonder dat daarvoor enige objectieve reden voorhanden is.

Deze intentie is ingegeven door de vaststelling dat er nu reeds gemiddeld een tachtigtal beroepen zijn bij

quatre-vingt recours en moyenne lors de chaque élection communale, parmi lesquels seulement un ou deux ont finalement pour effet d'annuler les élections.

Le ministre renvoie en la matière à son introduction et au commentaire des amendements qui ont été adoptés à la Chambre des représentants.

Cependant, dans l'état actuel de la législation, on ne peut installer le conseil communal qu'après que les recours ont été définitivement rejetés. Il est indiqué, dès lors, de décourager l'introduction de recours purement dilatoires. C'est pourquoi on supprime l'effet suspensif d'un recours introduit devant le Conseil d'Etat contre la décision prise par la députation permanente de rejeter une plainte. Les conseils communaux pourront, dès lors, être installés et les nouveaux bourgmestres nommés en dépit des recours éventuels devant le Conseil d'Etat. Cependant, si le bourgmestre est nommé avant que le Conseil d'Etat n'ait statué, sa nomination n'entre en vigueur qu'à partir de la notification de l'arrêt du Conseil d'Etat, à condition qu'il ne modifie pas la répartition des sièges ou n'annule pas les élections.

Cette réglementation permet donc à la nouvelle majorité d'entrer en fonction en attendant le jugement définitif.

Un membre estime que c'est l'un des points positifs du projet et se déclare partisan d'une limitation des dépenses électorales. Il ajoute qu'à son avis, le projet continue à présenter des imperfections. Le texte est beaucoup trop imprécis sur certains points et trop détaillé sur d'autres.

Un membre estime qu'il vaudrait mieux remplacer, dans le texte néerlandais de l'article 76 de la loi électorale communale proposée à l'article 31 du projet, le mot « bezwaarden » par un autre mot ou par une autre expression.

On est contraint maintenant de consulter le texte français pour savoir de qui l'on parle. Le ministre souligne que le mot en question correspond à la terminologie en vigueur de la législation électorale. Le problème soulevé doit, par conséquent, être résolu dans le cadre de la codification de la législation électorale.

Un membre demande pourquoi l'article 33 supprime la notification immédiate de la décision de la députation permanente au conseil communal s'il n'y a pas recours contre celle-ci. Le ministre répond que la notification n'est plus strictement nécessaire, puisque le recours devant le Conseil d'Etat n'a plus d'effet suspensif. L'intervenant estime que cela n'enlève rien à l'utilité d'être informé de ladite décision.

elke gemeenteraadsverkiezing waarvan er uiteindelijk slechts één of twee leiden tot een vernietiging van de verkiezingen.

De minister verwijst ter zake naar zijn inleiding en naar de toelichting bij de amendementen die werden aangenomen in de Kamer van volksvertegenwoordigers.

In de huidige stand van de wetgeving kan de gemeenteraad evenwel niet worden geïnstalleerd dan na de definitieve afwijzing van de beroepen. Het is dan ook aangewezen het instellen van louter dilatoire beroepen te ontmoedigen. Daarom wordt het schorsend effect van een beroep bij de Raad van State tegen een beslissing waarbij de Bestendige Deputatie een klacht afwijst opgeheven. De gemeenteraden zullen bijgevolg kunnen worden geïnstalleerd ondanks de eventuele beroepen bij de Raad van State, en de nieuwe burgemeesters zullen kunnen worden benoemd. Als de burgemeester wordt benoemd vóór de uitspraak van de Raad van State, dan heeft die benoeming evenwel slechts uitwerking vanaf de betekening van het arrest van de Raad van State dat de zetelverdeling niet wijzigt of de verkiezingen niet vernietigt.

Deze regeling laat de nieuwe meerderheid dus toe in afwachting van de definitieve uitspraak toch al aan het werk te gaan.

Een lid verklaart dat een van de positieve zaken van het ontwerp te vinden, net zoals het lid ook voorstander is van een beperking van de verkiezingsuitgaven. Dat neemt evenwel niet weg, aldus het lid, dat hij bij zijn mening blijft dat het ontwerp zeer stuntelig is opgesteld. De tekst vertoont aan de ene kant veel te veel onduidelijkheden, maar verzinkt op andere punten dan weer in overdreven detaillisme.

Een lid is van oordeel dat het woord « bezwaarden » in de Nederlandse tekst van het door artikel 31 voorgestelde artikel 76 van de gemeentekieswet beter door een ander woord of een andere omschrijving zou worden vervangen.

Nu moet men de Franse tekst raadplegen, aldus het lid, om te weten over wie het gaat. De minister wijst erop dat het betrokken woord overeenstemt met de huidige terminologie van de kieswetgeving. Het probleem dient bijgevolg te worden geregeld in het kader van de codificatie van de kieswetgeving.

Een lid vraagt waarom de beslissing van de bestendige deputatie krachtens artikel 33 niet langer zal worden meegedeeld aan de gemeenteraad als er geen beroep is tegen ingesteld. De minister antwoordt dat de kennisgeving strikt genomen niet meer nodig is nu het beroep bij de Raad van State niet langer schorsende werking heeft. Het lid is van oordeel dat zulks niet wegneemt dat de informatie toch nuttig blijft.

Les articles 28 et 29 sont adoptés par 13 voix contre 2. Les articles 31 à 33 sont adoptés par 14 voix contre 2.

En ce qui concerne l'article 30, on fait remarquer que l'article 28 du projet de loi modifie l'article 74 de la loi électorale communale et que le délai dont disposent les candidats pour introduire une réclamation contre les élections auprès de la députation permanente est porté de 10 à 40 jours après les élections. Cela signifie évidemment que la députation permanente ne pourra pas statuer dans tous les cas dans les trente jours de l'élection, comme le prescrit l'article 75 de la loi électorale communale.

En conséquence, le 1) de l'article 30 du projet, qui modifie l'article 75 de la loi électorale communale, doit être corrigé comme suit :

« 1) au § 1^{er}, quatrième alinéa, première phrase, les mots « de l'élection » sont remplacés par les mots « de l'introduction de la réclamation » et la seconde phrase est supprimée. »

La commission constate que la modification proposée est logique, puisque, sans elle, il y aurait contradiction entre les articles 74 et 75 de la loi électorale communale modifiée et le second de ces articles serait inapplicable.

Plusieurs membres craignent, toutefois, que la modification proposée ne soit trop importante pour pouvoir être adoptée comme une correction formelle, si bien qu'il y aurait lieu d'amender le projet. Il propose de laisser à l'assemblée le soin de décider si la modification proposée peut être adoptée ou non comme une correction formelle. La commission se rallie à cette suggestion.

L'article est adopté sans modification par 14 voix contre 2.

Articles 34 à 37

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation. Ils sont adoptés par 14 voix contre 2.

VOTE SUR L'ENSEMBLE

L'ensemble du projet a été adopté par 14 voix contre 2.

La commission a fait confiance au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le Rapporteur,
Eric PINOIE.

Le Président,
Jean PEDE.

De artikelen 28 en 29 worden aangenomen met 13 tegen 2 stemmen. De artikelen 31 tot 33 worden aangenomen met 14 tegen 2 stemmen.

Wat artikel 30 betreft wordt opgemerkt dat artikel 28 van het wetsontwerp artikel 74 van de gemeentekieswet wijzigt waarbij de termijn waarbinnen de kandidaten gerechtigd zijn bij de bestendige deputatie bezwaar in te dienen tegen de verkiezingen, van tien dagen na de verkiezingen op veertig dagen wordt gebracht. Dat impliceert uiteraard dat de bestendige deputatie niet in alle gevallen binnen de dertig dagen na de verkiezingen uitspraak zal kunnen doen over de bezwaren, zoals artikel 75 van de gemeentekieswet thans voorschrijft.

Bijgevolg zou artikel 30 van het ontwerp, dat artikel 75 van de gemeentekieswet wijzigt, onder 1) als volgt moeten worden gecorrigeerd :

« 1) in § 1, vierde lid, worden in de eerste zin de woorden « na de dag van de verkiezing » vervangen door de woorden « na de indiening van het bezwaar » en wordt de tweede zin geschrapt.

De Commissie stelt vast dat de voorgestelde wijziging logisch verantwoord is omdat er anders tegenspraak is tussen de gewijzigde artikelen 74 en 75 van de gemeentekieswet zodat dit laatste artikel onuitvoerbaar wordt.

Sommige leden vrezen evenwel dat de voorgestelde wijziging te ingrijpend is om als tekstcorrectie te kunnen worden aangenomen zodat het ontwerp moet worden geamendeerd. Zij stellen voor het aan de mening van de plenaire vergadering over te laten of de voorgestelde wijziging al dan niet als tekstcorrectie kan worden aangenomen. De Commissie stemt met dat voorstel in.

Het artikel wordt ongewijzigd aangenomen met 14 tegen 2 stemmen.

Artikelen 34 tot 37

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen. Zij worden aangenomen met 14 tegen 2 stemmen.

STEMMING OVER HET GEHEEL

Het geheel van het ontwerp wordt aangenomen met 14 tegen 2 stemmen.

De Commissie schenkt vertrouwen aan de rapporteur voor de redactie van het verslag.

De Rapporteur,
Eric PINOIE.

De Voorzitter,
Jean PEDE.

ARTICLE CORRIGE PAR LA COMMISSION

Art. 27

Un article 23^{ter}, libellé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 23^{ter}. — Les déclarations de dépenses électorales déposées conformément à l'article 23 sont conservées au greffe du tribunal de première instance jusqu'au cent vingt et unième jour qui suit les élections.

Si une plainte telle que prévue à l'article 12 de la loi du ... relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, ou une réclamation, telle que prévue à l'article 74, § 1^{er}, alinéa 2, est introduite dans les cent vingt jours qui suivent la date des élections, la déclaration de dépenses électorales du candidat concerné par la plainte est envoyée, à leur demande, au procureur du Roi saisi, à la députation permanente ou au collège visé à l'article 83^{quinquies}, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, selon le cas.

Si aucune plainte, telle que prévue à l'article 12 de la même loi du ..., ni aucune réclamation, telle que prévue à l'article 74, § 1^{er}, alinéa 2, n'est déposée dans le délai prévu à l'alinéa précédent, les documents concernés peuvent être retirés par les candidats. »

ARTICLE QUE LA COMMISSION PROPOSE DE MODIFIER

Art. 30

A l'article 75 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1) au § 1^{er}, quatrième alinéa, première phrase, les mots « de l'élection » sont remplacés par les mots « de l'introduction de la réclamation » et la seconde phrase est supprimée;

2) au même § 1^{er}, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit : « Sans préjudice de l'application de l'article 74, § 3 »;

3) au § 2, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit : « Sans préjudice de l'application de l'article 74, § 3, le résultat de l'élection, tel qu'il a été proclamé par le bureau de vote principal, devient définitif septante-cinq jours après le jour des élections ».

DOOR DE COMMISSIE VERBETERD ARTIKEL

Art. 27

In dezelfde wet wordt een artikel 23^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 23^{ter}. — De aangiften van de verkiezingsuitgaven, ingediend overeenkomstig artikel 23, worden bewaard op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg tot de honderdeenentwintigste dag na de datum van de verkiezingen.

Indien een klacht als bedoeld bij artikel 12 van de wet van ... betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn, of een bezwaar als bedoeld bij artikel 74, § 1, tweede lid, wordt ingediend binnen honderdtwintig dagen na de datum van de verkiezingen, wordt de aangifte van de verkiezingsuitgaven van de kandidaat die het voorwerp is van de klacht, op hun verzoek overgezonden aan de betrokken procureur des Konings, aan de bestendige deputatie of aan het college bedoeld in artikel 83^{quinquies}, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, naargelang het geval.

Indien geen enkele klacht als bedoeld bij artikel 12 van dezelfde wet van ..., noch een bezwaar als bedoeld bij artikel 74, § 1, tweede lid, wordt ingediend binnen de in het vorige lid bepaalde termijn, kunnen de betrokken documenten door de kandidaten worden afgehaald. »

ARTIKEL WAARVAN DE COMMISSIE DE WIJZIGING VOORSTELT

Art. 30

In artikel 75 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) in § 1, vierde lid, worden in de eerste zin de woorden « na de dag van de verkiezing » vervangen door de woorden « na de indiening van het bezwaar » en wordt de tweede zin geschrapt;

2) in dezelfde § 1, wordt het laatste lid aangevuld met wat volgt : « onverminderd de toepassing van artikel 74, § 3 »;

3) in § 2, wordt het laatste lid vervangen door wat volgt : « Onverminderd de toepassing van artikel 74, § 3, is de uitslag van de verkiezing, zoals hij door het hoofdstembureau is afgekondigd definitief binnen de vijfenzeventig dagen na de dag van de verkiezingen ».